



## Mercosur : qui contrôle l'eau ?

Par [Marcela Valente](#)

Mondialisation.ca, 07 août 2006

Inter Press Service, Risal (traduction de l'espagnol\_ 7 août 2006

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Économie](#)

**Des mouvements sociaux d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili et de l'Uruguay, qui ont travaillé dur pour récupérer les services de distribution de l'eau privatisés dans la décennie 90, se sont réunis dans la ville argentine de Córdoba pour échanger leurs expériences et définir les pas à faire maintenant que certaines multinationales se retirent de la région.**

« Le grand défi, peut-être plus grand même que celui que nous avons affronté dans notre lutte pour récupérer les entreprises de distribution d'eau privatisées, est la construction d'une gestion alternative de cette ressource, gestion qui soit publique et participative », a dit à IPS le porte-parole de la Coordination pour la défense de l'eau et de la vie de Bolivie, Oscar Olivera.

En Bolivie, le mouvement contre la privatisation des services de distribution de l'eau potable et d'assainissement existe depuis des années et a même payé le prix de sa lutte avec cinq victimes tombées dans les manifestations de rue à La Paz et El Alto, manifestations auxquelles 500.000 personnes ont participé. En 2000, les résidents ont résisté à une augmentation des tarifs de 300%. La note de l'eau s'élevait à 20% du revenu familial.

Aujourd'hui, la corporation française Suez-Lyonnaise des Eaux – qui disposait d'un contrat de concession de 40 ans à partir de 1999 – est en voie de se retirer et la Bolivie possède un ministère de l'Eau en plus d'une organisation sociale disposée à participer à la gestion de cette ressource. « Le gouvernement d'Evo Morales devait remplir ce mandat et il a créé le ministère », explique Olivera.

Dans le cadre de la XXVe réunion du Sommet du Mercosur (Marché Commun du Sud), jeudi 20 et vendredi 21 juillet, dans la capitale de la province de Córdoba – à 800 kilomètres au nord-est de Buenos Aires –, les organisations de la société civile de la région assiste [ont assisté] au Sommet des peuples pour la souveraineté et l'intégration qui culmine [a culminé] ce jeudi en une marche de rue.

L'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela sont membres du Mercosur.

Dans ce contexte, la Commission populaire pour la récupération de l'eau de Cordoba, formée par les organisations sociales, syndicales et les partis politiques, a convié les entités sud-américaines qui ont travaillé pour la récupération de l'eau dans différents pays à débattre de l'échec de la privatisation du secteur et des modèles de gestion publique.

Au cours de la dernière année, Suez s'est retiré - ou est en passe de le faire - de l'exploitation des services de l'eau en Argentine, Bolivie et Uruguay, services qui avaient été privatisés dans les années 90.

Pour exposer l'expérience de la gestion gouvernementale, c'est Dieter Warshof, de l'Association des entreprises municipales de l'eau et des égouts du Brésil qui a pris la parole. Cette association représente environ 1 500 firmes gérées par les communes brésiliennes parmi lesquelles un bon nombre avec la participation des organisations sociales.

Mais la préoccupation récurrente des participants est de construire un « nouveau » modèle de gestion des ressources hydriques. « Nous avons été efficaces pour lutter contre les entreprises privatisées, mais pas pour proposer un modèle alternatif » a admis l'argentin Alberto Muñoz de la province nord orientale de Santa Fe. Sur ce point, beaucoup sont d'accord.

Muñoz est membre de l'organisation « Usagers et consommateurs de Rosario », qui, par ailleurs, fait partie de l'Assemblée provinciale pour le droit à l'eau à Santa Fe. « Il nous faut remplacer le concept d'entreprise d'Etat par celui d'entreprise publique parce que l'Etat ne représente pas toujours les intérêts publics », a-t-il averti.

« Nous devons nous impliquer », a exhorté ce militant qui a été à la tête dans sa province du processus d'opposition à la privatisation de l'entreprise d'Etat de l'eau, contrôlée par Suez.

Anil Naidoo, coordinateur de la campagne internationale « Blue Planet Project » (« Projet Planète Bleue », qui a son siège au Canada), fut l'unique invité non sud-américain. « Dans ce processus, il est important de ne pas remplacer un empire par un autre, et savoir très bien ce que nous voulons faire », a-t-il fait remarquer.

En entretien avec IPS, Naidoo a soutenu que l'Amérique du Sud est actuellement « le coeur du mouvement pour le droit humain à l'eau » et il a affirmé que « c'est dans cette région que sont en gestation de nouvelles idées sur la façon de gérer cette ressource ». « Le mouvement est fort et c'est pour cela que nous voulons l'appuyer », a-t-il dit avec enthousiasme.

Le syndicaliste Luis Bazán qui coordonne la commission populaire de Cordoba pour la renationalisation de l'eau, a souligné l'opportunité de la rencontre. « Nous voulons articuler une même politique sur la gestion de l'eau dans le Mercosur, pour qu'elle soit considérée comme un bien public et un droit essentiel », a-t-il dit à IPS.

« Nous allons demander aux présidents que ceci s'institutionnalise, parce que dans certains pays, les entreprises privées sont en train de se retirer à cause de l'obstination des mouvements sociaux, mais il y a des cas qui restent contradictoires comme celui de l'Argentine », a-t-il ajouté.

Le président argentin Néstor Kirchner a décidé de résilier cette année le contrat avec Suez pour la concession du service de l'eau et de son assainissement dans la ville de Buenos Aires et ses environs et de créer une nouvelle compagnie publique. Quelque chose de semblable a eu lieu dans la province de Santa Fe.

Muñoz a rappelé que Suez, qui allait bénéficier de la concession pour trente ans n'est restée

que 10 ans seulement. Les lacunes dans le respect des contrats, les augmentations injustifiées des tarifs et la mauvaise qualité du service l'ont contrainte à se retirer au début de cette année, comme cela s'est produit dans d'autres pays.

Sur la pression de l'assemblée qui s'est formée à Santa Fe, le gouvernement a provoqué le départ de Suez. Aujourd'hui, Aguas de Santa Fe appartient pour 50% à l'Etat provincial, pour 40% aux municipales et pour 10% aux syndicats.

« C'est une transition, ce n'est pas ce que nous voulons. Mais au moins nous avons réussi à mettre en déroute l'entreprise privatisée qui était totalement inefficace. Pour nous, c'est comme l'étape finale de l'ère de la privatisation, mais nous voulons une plus grande participation des universités et organisations sociales dans le contrôle de l'entreprise », a-t-il expliqué.

Par contre, à Cordoba, le mouvement de résistance a réussi à ce que Suez annonce son retrait cette année, mais n'est pas arrivé à ce que le gouvernement provincial accepte d'assumer le contrôle du service. L'administration a offert de transférer les actions à une autre entreprise privée, de capital national et la commission populaire a contesté cet acte devant la justice.

« Le contrat interdit à l'opérateur technique de transférer les actions à une autre entreprise », a averti Bazán et c'est sur ce point, qu'il a basé sa présentation devant la justice. Pendant que le conflit se règle devant la justice, le mouvement analyse quel chemin suivre. Pour le moment, il observe les expériences dans la région et il sait ce qu'il ne veut pas.

La participation des syndicats dans la gestion de l'eau est contrée par presque toutes les organisations qui se sont opposées à la privatisation. « Ils défendent des intérêts corporatifs quand ce n'est pas directement ceux des entreprises privées », se plaint le Bolivien. Tous sont d'accord pour penser qu'une nouvelle compagnie publique doit partir de l'idée de considérer l'eau comme un bien social et non une marchandise et l'accès à l'eau comme un droit humain fondamental. Ils imaginent des subsides croisés pour que ceux qui possèdent le plus paient le plus et qu'il soit interdit de couper la distribution à ceux qui ne paient pas.

« Le président Kirchner a renationalisé l'entreprise des Aguas de Argentina et créé Agua y Saneamiento S.A., mais nous avons détecté que la nouvelle entreprise d'Etat coupe aussi la distribution quand on ne paie pas, et cela, nous ne le voulons pas », a fait remarquer en assemblée plénière un militant venu de Buenos Aires.

Un autre participant, de la province de Rio Negro dans le Sud-Ouest, a rappelé que, dans son district, le service de distribution de l'eau n'a jamais été privatisé, mais que sa gestion a été confiée partiellement à des compagnies privées. « Elles l'ont vidée et n'ont rien fait de bon », a-t-il dit.

En Uruguay, en 2004, un plébiscite a permis une réforme de la Constitution déclarant l'eau comme bien public et interdisant la privatisation des services de distribution et d'assainissement.

Peu après, vinrent à échéance les concessions aux firmes Aguas de la Costa, de l'espagnole Aguas de Barcelona (filiale de Suez) et Uragua, filiale de Aguas de Bilbao, espagnole elle aussi, qui contrôlaient la distribution dans le département sud-oriental de Maldonado.

Mais Sebastian Valdomir, du réseau écologiste Les Amis de la Terre - membre de la Commission nationale pour la défense de l'eau et de la vie en Uruguay - a dit à IPS que les entreprises se sont adressées au Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) de la Banque mondiale pour obtenir des dédommagements.

« Nous devons entreprendre une campagne régionale de dénonciation de cette stratégie des entreprises. L'eau ne peut être dépendante de ce que pense le CIRDI », a-t-il ajouté.

Finalement, Olivera, de Bolivie, a estimé que même s'il y a une volonté des nouveaux gouvernements sud-américains d'avancer dans la renationalisation, il reste beaucoup à faire. Dans son pays, des propositions sont en cours d'élaboration pour être présentées à l'Assemblée constituante afin de créer des espaces de participation.

« Maintenant, il faut déprivatiser la politique, en finir avec le monopole de la parole que détiennent les dirigeants et commencer à écouter ce que veut le peuple », a-t-il recommandé.

Source : (<http://www.ipsnoticias.net/>), 21 juillet 2006.

Traduction : Marie-Paule Cartuyvels, pour le RISAL ([www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net)).

La source originale de cet article est Inter Press Service, Risal (traduction de l'espagnol\_ Copyright © [Marcela Valente](#), Inter Press Service, Risal (traduction de l'espagnol\_, 2006

---

Articles Par : **[Marcela Valente](#)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)